

Mémorial  Memorial
du des
Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 12 juillet 1919.

N^o 46.

Samstag, 12. Juli 1919.

Loi du 4 juillet 1919, portant institution d'un referendum sur l'union économique à conclure par le pays.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 5 juin 1919 et celle du Conseil d'État du 16 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Il sera institué un referendum sur la question de savoir si le peuple luxembourgeois désire entrer dans une union économique, soit avec la France, soit avec la Belgique.

Les dispositions de la loi et du règlement d'exécution concernant le referendum politique seront applicables au referendum économique. L'exécution de ces dispositions et notamment les listes des votants établies pour le referendum politique vaudront également pour le referendum économique. Les deux consultations populaires auront lieu le même jour, qui, par dérogation à l'art. 5 de cette loi, pourra être discrétionnairement fixé par le Gouvernement.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit publiée au *Mémorial* pour être exécutée

Gesetz vom 4. Juli 1919, betreffend die Veranstaltung eines Referendums über das von dem Lande abzuschließende wirtschaftliche Bündnis.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 5. Juni 1919 und derjenigen des Staatsrates vom 16. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und beordnen:

Einziger Artikel. Es wird ein Referendum veranstaltet über die Frage, ob das luxemburgische Volk in eine wirtschaftliche Vereinigung mit Frankreich oder Belgien einzutreten wünscht.

Die Bestimmungen des Gesetzes sowie des Ausführungsreglementes betreffend das politische Referendum sind ebenfalls auf das wirtschaftliche Referendum anwendbar. Die Ausführung dieser Bestimmungen sowie namentlich die für das politische Referendum aufgestellten Listen gelten ebenfalls für das wirtschaftliche Referendum. Die beiden Volksberatungen finden an einem und demselben Tage, welcher in Abweichung von Art. 5 dieses Gesetzes, an einem von der Regierung nach Belieben festzusetzenden Datum stattfinden werden.

Befehlen und beordnen, daß gegenwärtiges Gesetz im „*Memorial*“ veröffentlicht werde,

et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 4 juillet 1919.

CHARLOTTE.

Les membres du Gouvernement,

E. REUTER.

N. WELTER.

A. LIESCH.

A. NEYENS.

A. COLLAERT.

Loi du 4 juillet 1919, tendant à rendre le doctorat en philosophie et lettres accessible aux élèves de la section latine des gymnases ainsi qu'aux élèves des lycées de jeunes filles.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 5 juin 1919, et celle du Conseil d'État du 16 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. L'art. 9 de la loi du 8 mars 1875, sur la collation des grades est complété par les dispositions suivantes:

Pour les récipiendaires porteurs du certificat de maturité de la section latine des gymnases et lycées de jeunes filles, ou du certificat délivré en vertu de l'art. 13, al. 1^{er}, de la loi du 17 juin 1911, les épreuves sub *b*, *c*, *d* et *e* sont remplacées par les épreuves suivantes:

b) l'analyse littéraire de chefs-d'œuvre des littératures allemande, française et anglaise;

c) la traduction et le commentaire de passages difficiles d'auteurs latins;

d) l'histoire approfondie de la littérature anglaise depuis Shakespeare jusqu'à nos jours;

e) les institutions politiques et sociales de l'Angleterre.

um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Berg, den 4. Juli 1919.

Charlotte.

Die Mitglieder der Regierung.

E. Reuter,

N. Welter,

A. Liesch,

A. Neyens,

A. Collart.

Gesetz vom 4. Juli 1919, wodurch das Doktorat der Philosophie und Philologie den Schülern der lateinischen Abteilung der Gymnasien und der Mädchenlyzeen zugänglich gemacht wird.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrats;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 5. Juni 1919, sowie derjenigen des Staatsrats vom 16. desf. Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Einziger Artikel. Art. 9 des Gesetzes vom 8. März 1875, über die Verleihung der Grade, ist durch nachstehende Bestimmungen ergänzt:

Für die Rezipienden, welche im Besitze des Reifezeugnisses der lateinischen Abteilung der Gymnasien und der Mädchenlyzeen oder des kraft Art. 13, Abs. 1, des Gesetzes vom 17. Juni 1911 ausgestellten Zeugnisses sind, werden die Prüfungen unter *b*, *c*, *d* und *e* durch nachfolgende ersetzt:

b) literarische Analyse von Meisterwerken der deutschen, französischen und englischen Literatur;

c) Übersetzung und Kommentar von schwierigen Stellen aus lateinischen Autoren;

d) eingehende Geschichte der englischen Literatur von Shakespeare bis auf unsere Tage;

e) politische und soziale Einrichtungen Englands.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 4 juillet 1919.

(CHARLOTTE.

*Le Directeur général
de l'instruction publique,*
N. WELTER.

Arrêté du 7 juillet 1919, autorisant temporairement la capture de l'écrevisse.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES;

Revu l'arrêté du 28 juin 1889, portant interdiction temporaire de la pêche aux écrevisses;

Vu l'art. 1^{er} de la loi du 6 avril 1872 et l'art. 1^{er} de la loi du 7 décembre 1881, concernant la pêche;

Vu les propositions de M. le directeur des eaux et forêts;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'arrêté du 28 juin 1889, portant interdiction temporaire de la capture de l'écrevisse, est suspendu à partir du 10 juillet jusqu'au 10 septembre prochain inclusivement.

Art. 2. La pêche à l'écrevisse ne pourra avoir lieu qu'au moyen de la balance ou du plateau.

Art. 3. Les écrevisses qui n'ont pas une longueur de 10 centimètres de la pointe de la tête à l'extrémité de la queue sont à rejeter à la rivière.

Art. 4. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*. Il sera en outre affiché dans toutes les communes du Grand-Duché.

Luxembourg, le 7 juillet 1919.

Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Memorial“ eingerückt werde, um von allen die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Berg, den 4. Juli 1919.

Charlotte.

Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts,
M. Welter.

Beschluß vom 7. Juli 1919, wodurch der Krebsfang zeitweilig erlaubt wird.

Der General-Direktor der Finanzen;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 28. Juni 1889, betreffend das zeitweilige Verbot des Krebsfanges;

Nach Einsicht des Art. 1 des Gesetzes vom 6. April 1872 und des Art. 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1881, über die Fischerei;

Nach Einsicht der Anträge des Hrn. Direktors der Gewässer und Forsten;

Beschließt:

Art. 1. Der Beschluß vom 28. Juni 1889, betreffend das zeitweilige Verbot des Krebsfanges, ist vom 10. Juli bis zum 10. September künftig einschließlich, aufgehoben.

Art. 2. Der Krebsfang kann nur vermittels des Tellergarns ausgeübt werden.

Art. 3. Krebse unter 10 cm Länge, von der Kopfspitze bis zum Schwanzende gemessen, sind unverzüglich in dasselbe Gewässer wieder einzusetzen.

Art. 4. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht und überdies in allen Gemeinden des Großherzogtums angeschlagen werden.

Luxemburg, den 7. Juli 1919.

Der General-Direktor der Finanzen,
A. N e y e n s .

Arrêté ministériel du 10 juillet 1919, concernant une quatrième émission supplémentaire de Bons de caisse.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES;

Vu l'art. 1^{er} de la loi du 28 novembre 1914 ayant pour objet d'autoriser l'État à émettre des Bons de caisse;

Vu l'art. 4 al. 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 11 décembre 1918, portant défense d'importation en même temps que mise hors cours et échange de la monnaie fiduciaire et de la monnaie d'argent allemandes;

Arrête:

Art. 1^{er}. En dehors des Bons de caisse émis ou à émettre en vertu de l'arrêté du 4 janvier 1919, il sera émis en outre des Bons de caisse en coupures de 25 et de 50 centimes.

Art. 2. Ces Bons de caisse porteront les signatures suivantes qui toutes peuvent être remplacées par une griffe: au recto, celles du Directeur général des finances, et d'un délégué du Gouvernement — au verso, celles du préposé de la Recette générale et d'un employé de contrôle.

Art. 3. Le format sera approximativement:

5,4 sur 8,5 ctm. pour les coupures de 25 ct.;
5,6 sur 9 ctm. pour les coupures de 50 ct.

Art. 4. Le texte de ces Bons de caisse sera au recto en langue française et au verso en langue allemande.

Ces Bons de caisse porteront le timbre de contrôle et un numéro d'ordre.

Art. 5. Les Bons de caisse lacérés ou détériorés ne seront acceptés en paiement par la Recette générale que si ces Bons présentent plus de la moitié de la surface.

Ministerialbeschluss vom 10. Juli 1919, eine 4. Supplementarausgabe von Kassenscheinen betreffend.

Der General-Direktor der Finanzen;

Nach Einsicht des Art. 1 des Gesetzes vom 28. November 1914, enthaltend Ermächtigung zur Ausgabe von Kassenscheinen seitens des Staates;

Nach Einsicht von Art. 4, Abs. 1 des Großh. Beschlusses vom 11. Dezember 1918, betreffend Einfuhrverbot sowie Außerkurssetzung und Umtausch des deutschen Papiergeldes und der deutschen Silbermünzen;

Beschließt:

Art. 1. Außer den in Ausführung des Beschlusses vom 4. Januar 1919 ausgegebenen oder auszugebenden Kassenscheinen gelangen noch solche in Stücken von 25 und von 50 Centimen zur Ausgabe.

Art. 2. Diese Kassenscheine tragen folgende Unterschriften, die sämtlich durch Ausdruck von Namensstempeln ersetzt werden können: Auf der Vorderseite diejenige des General-Direktors der Finanzen, sowie eines Delegierten der Regierung; auf der Rückseite diejenige des Vorsteher's der Generalstaatskasse und eines Kontrollbeamten.

Art. 3. Das Format dieser Kassenscheine wird annähernd folgendes sein:

5,4 auf 8,5 Ctm. für die Stücke von 25 Centimen;
5,6 auf 9 Ctm. für die Stücke von 50 Centimen.

Art. 4. Die Kassenscheine tragen auf der Vorderseite französischen, auf der Rückseite deutschen Text.

Die Scheine sind mit dem Kontrollstempel und einer laufenden Nummer versehen.

Art. 5. Zerissene und beschädigte Kassenscheine werden bei der Generalstaatskasse nur in Zahlung genommen, wenn von deren Fläche noch mehr als die Hälfte erhalten ist.

Art. 6. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 10 juillet 1919.

Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.

Avis. — Notariat.

Par arrêté g.-d. en date du 4 juillet 1919, MM. Georges *Faber* et Michel *Felles*, candidats-notaires à Luxembourg, ont été nommés notaires, le premier à la résidence de Larochette, le second à celle de Vianden.

Par le même arrêté M. Paul *Dumont*, juge au tribunal d'arrondissement de Diekirch, a été nommé notaire à la résidence d'Echternach.

Luxembourg, le 5 juillet 1919.

*Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,*
A. LIESCH.

Avis. — Douanes.

Par arrêté grand-ducal du 4 juillet 1919, démission honorable a été accordée, sur sa demande, à M. Philippe *Scheer* de ses fonctions de chef de bureau à la direction des Douanes.

Luxembourg, le 5 juillet 1919.

Le Directeur général des Finances,
A. NEYENS.

Avis. — Règlement communal.

En séance du 12 mai 1919, le conseil communal de la ville de Remich a édicté un règlement de police sur les jeux et amusements publics. — Ce règlement a été dûment approuvé et publié.

Luxembourg, le 3 juillet 1919.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*
E. REUTER.

Art. 6. Gegenwärtiger Beschluß wird ins „*Mémorial*“ cingeruckt.

Luxemburg, den 10. Juli 1919.

Der General-Direktor der Finanzen,
A. Neyens.

Bekanntmachung. — Notariat.

Durch Großh. Beschluß vom 4. Juli 1919 sind die Hh. Georg *Faber* und Michel *Felles*, Notar-Kandidaten zu Luxemburg, ersterer zum Notar in Fels, letzterer zum Notar in Vianden, ernannt worden.

Durch denselben Beschluß ist Hr. Paul *Dumont*, Richter am Bezirksgericht zu Diekirch, zum Notar in Echternach ernannt worden.

Luxemburg, den 5. Juli 1919.

Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
A. Liesch.

Bekanntmachung. — Zollwesen.

Durch Großh. Beschluß vom 4. Juli 1919, ist Hrn. Philipp *Scheer*, auf sein Ersuchen, ehrenvolle Entlassung aus seinem Amte als Bürovorsteher der Zolldirektion bewilligt worden.

Luxemburg, den 5. Juli 1919.

Der General-Direktor der Finanzen,
A. Neyens.

Bekanntmachung. — Gemeinderglement.

In der Sitzung vom 12. Mai 1919, hat der Gemeinderat der Stadt Remich ein Polizeireglement über die öffentlichen Spiele und Belustigungen erlassen. Dieses Reglement ist vorschriftsmäßig genehmigt und veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 3. Juli 1919.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E. Reuter.

Avis. — Postes et télégraphes.

Par arrêté grand-ducal du 30 juin 1919, MM. Bernard *Zimmer*, sous-chef de bureau à la perception de Luxembourg-téléphones, et J.-P. *Mamer*, commis-magasinier de l'atelier du téléphone, ont été nommés, le premier aux fonctions de percepteur près le même bureau, le second à celles de sous-chef de bureau.

Luxembourg, le 5 juillet 1919.

Le Directeur général des Finances,
A. NEYENS.

Avis. — Postes et Télégraphes.

Par arrêté grand-ducal du 4 juillet 1919, démission honorable a été accordée, sur sa demande, à M. Pierre *Wagner* de ses fonctions de percepteur des Postes à Troisvierges.

Le titre de percepteur honoraire des Postes lui a été conféré à la même occasion.

Luxembourg, le 5 juillet 1919.

Le Directeur général des Finances,
A. NEYENS.

Avis. — Administration communale.

Par arrêté g.-d. du 4 juillet 1919, M. Théodore *Bæver*, propriétaire à Munshausen, a été nommé bourgmestre de la commune de Munshausen.

Par arrêté g.-d. du même jour, M. Jean *Bassing-Simon*, maître-ferblantier à Vianden, a été nommé échevin de la ville de Vianden.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, MM. Michel *Peters*, cultivateur à Roder, et Nicolas *Schlœffer*, cultivateur à Drauffelt, ont été nommés échevins de la commune de Muns-
hausen.

Luxembourg, le 7 juillet 1919.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
E. REUTER.

Bekanntmachung. — Posten und Telegraphen

Durch Großh. Beschluß vom 30. Juni 1919 sind die H. H. Bernard *Zimmer*, Unterbureauvorsteher beim Telefonamt zu Luxemburg, und J. P. *Mamer*, Kommiss-Berwalter der Telefon-Werkstätte, ersterer zum Perzeptor bei demselben Amt, letzterer zum Unterbureauvorsteher ernannt worden.

Luxemburg, den 5. Juli 1919.

Der General-Direktor der Finanzen,
A. Ne y e n s.

Bekanntmachung. — Posten und Telegraphen.

Durch Großh. Beschluß vom 4. Juli 1919 ist Hr. Peter *Wagner*, auf sein Ersuchen, ehrenvolle Entlassung aus seinem Amte als Postperzeptor zu Ulflingen bewilligt worden unter gleichzeitiger Verleihung des Titels eines Ehrenpostperzeptors.

Luxemburg, den 5. Juli 1919.

Der General-Direktor der Finanzen,
A. Ne y e n s.

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 4. Juli 1919 ist Hr. Theodor *Böber*, Eigentümer, zu Munshausen, zum Bürgermeister der Gemeinde Munshausen ernannt worden.

Durch Großh. Beschluß von demselben Tage ist Hr. Johann *Bassing-Simon*, Klempnermeister, zu Vianden, zum Schöffen der Stadt Vianden ernannt worden.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind die H. H. Michel *Peters*, Landwirt, zu Roder, und Nikolaus *Schlöffler*, Landwirt, zu Drauffelt, zu Schoffen der Gemeinde Munshausen ernannt worden.

Luxemburg, den 7. Juli 1919.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E. Reuter.

Avis. — Service sanitaire.

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons du 21 juin au 5 juillet 1919.

Verzeichnis der in den verschiedenen Kantonen vom 21. Juni bis zum 5. Juli 1919 festgestellten ansteckenden Krankheiten:

N ^o d'ordre.	Cantons.	Localités.	Fèvre typhoïde.	Diphthérie.	Coqueluche.	Scarlatine.	Variole.	Affections puerpérales.	Méningite cérébro-spinale.
1	Luxembourg-ville.	Luxembourg	1	1	»	»	»	»	»
2	Capellen.	Olm	»	»	1	»	»	»	»
		Septfontaines	1	»	»	»	»	»	»
3	Esch-s.-Alz.	Berchem	1	»	»	»	»	»	»
		Esch-s.-Alz.	»	»	»	1	»	»	»
		Kayl	»	»	»	1	»	»	»
		Niedercorn	»	1	»	»	»	»	»
4	Luxembourg-camp.	Eich	2	»	»	»	»	»	»
		Rollingergrund	2	»	»	»	»	»	»
5	Mersch.	Cruchten	1	»	»	»	»	»	»
		Lintgen	»	»	»	1	»	»	»
6	Clervaux.	Heinerscheid	»	1	»	»	»	»	»
		Rodershausen	»	1	»	»	»	»	»
		Stockem	2	»	»	»	»	»	»
		Troisvierges	»	3	»	»	»	»	»
		Weiswampach	1	»	»	»	»	»	»
7	Diekirch.	Diekirch	»	1	»	»	»	»	»
		Erpeldange	»	1	»	»	»	»	»
8	Redange.	Ospem	7	»	»	»	»	»	»
		Redange	»	1	»	»	»	»	»
		Schwebach	»	1	»	»	»	»	»
9	Wiltz.	Bavigne	»	1	»	»	»	»	»
		Harlange	2	»	»	»	»	»	»
		Kautenbach	»	2	»	»	»	»	»
		Niederwiltz	»	1	»	»	»	»	»
10	Remich.	Ersange	»	»	»	1	»	»	»
		Greiveldange	»	»	1	»	»	»	»
		Remich	»	1	»	»	»	»	»
		Stadtbredimus	»	»	»	1	»	»	»
		Trintange	»	»	»	1	»	»	»
		Total . . .	20	16	2	16	»	»	»

Avis. — Associations syndicales.

En conformité de l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883, concernant les associations syndicales, l'association syndicale libre pour la construction de chemins d'exploitation au lieu dit « Auf Schötterhœcht » à Canach, a déposé le double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Lenningen.

Luxembourg, le 11 juillet 1919.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*
A. COLLART.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

In Gemäßheit des Art. 6 des Gesetzes vom 23. Dezember 1883, betreffend die Bildung von Genossenschaften, hat die freie Syndikatsgenossenschaft für die Ausführung von Feldwegbau im Ort genannt „Auf Schötterhocht“ zu Canach, ein Duplikat des Genossenschaftsvertrages bei der Regierung auf und dem Gemeindefekretariat von Lenningen hinterlegt.

Luxemburg, den 11. Juli 1919.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
A. Collart.

Relevé des agents d'assurances agréés pendant les mois de mai et juin 1919.

N° d'ordre.	Noms et domicile.	Qualité.	Compagnies d'assurances.	Agrégation.
1	J.-P. Frantz, cultivateur à Mamer.	Agent.	Comp. Belges d'Assurances générales sur la vie et c. l'incendie.	10. 5. 1919.
2	Fel. Unsen, employé à Bettembourg.	id.	id.	10. 6. 1919.
3	Nic. Kowalsky, agent d'assurances à Wiltz.	id.	« Le Patrimoine-Vie », « Le Patrimoine-Accidents ».	20. 6. 1919.
4	André Reckinger, agent d'assurances à Diekirch.	id.	id.	20. 6. 1919.
5	Jos. Mayonnette, demeurant à Perlé.	id.	1° Propriétaires Réunis pour l'assurance contre les risques d'incendie, Bruxelles. 2° Comp. d'assurances générales sur la vie, Paris.	27. 6. 1919.
6	J.-B. Müller, receveur communal à Dippach.	id.	id.	30. 6. 1919.

Luxembourg, le 30 juin 1919.

Le Directeur général des finances,
A. NUYENS.

